

Cote du document: EB 2017/122/R.45
Point de l'ordre du jour: 13 d)
Date: 11 décembre 2017
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport de situation sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Ashwani K. Muthoo
Directeur de la Division Engagement mondial,
savoirs et stratégie
téléphone: +39 06 5459 2769
courriel: a.muthoo@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb@ifad.org

Maurizio Navarra
Coordonnateur chargé de la Coopération Sud-Sud
ou triangulaire
téléphone: +39 06 5459 2152
courriel: m.navarra@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-deuxième session
Rome, 11-12 décembre 2017

Pour: Information

Rapport de situation sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire

I. Introduction

1. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire (ci-après, la coopération Sud-Sud ou triangulaire, ou CSST) sont des instruments importants dont dispose le FIDA pour exécuter son mandat, qui consiste à améliorer la production et la productivité agricoles, la sécurité alimentaire, la nutrition et les revenus des populations pauvres vivant dans les zones rurales reculées des pays en développement. Au même titre que la participation à l'élaboration des politiques, l'établissement de partenariats, la gestion des savoirs et l'assistance technique remboursable, la CSST constitue une composante essentielle de l'évolution du modèle opérationnel du FIDA. Ces activités qui se renforcent mutuellement permettent de soutenir les États membres en développement et d'améliorer les résultats sur le terrain.
2. La coopération Sud-Sud ou triangulaire fait partie des grands axes de travail du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025. Elle compte également parmi les domaines prioritaires de la Dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10) telle qu'approuvée par le Conseil des gouverneurs lors de l'adoption du Rapport de la Consultation sur la Dixième reconstitution des ressources du FIDA en février 2015. Lors des sessions de la Consultation sur FIDA11, les États membres ont réitéré qu'elle était l'un des fondements de l'action que mène le FIDA. La direction ayant choisi de la placer parmi ses priorités, la CSST se verra accorder une importance encore plus grande dans le cycle de FIDA11. Dans le nouveau modèle opérationnel élaboré dans la perspective de FIDA11 et au-delà, elle sera intégrée à l'approche du Fonds en faveur d'une transformation inclusive et durable du monde rural. Le modèle opérationnel renforce le rôle de passeur de savoirs du FIDA, rôle qui vise à favoriser les partenariats entre les principales parties prenantes, à faciliter le transfert de technologies et à encourager les investissements dans les pays du monde du Sud.
3. En avril 2017, le Président du FIDA a formé trois groupes de travail, chacun d'entre eux étant chargé de proposer une vision et un plan d'action concrets destinés à orienter les activités du Fonds dans trois nouveaux domaines prioritaires, qui sont les suivants: i) jeunesse et emploi rural, ii) finance rurale et secteur privé, et iii) CSST. À cet égard, la CSST a été désignée comme mécanisme d'exécution privilégié pour porter une transformation rurale inclusive s'appuyant sur les jeunes et servir d'outil pour stimuler l'investissement du secteur privé.
4. Dans le cadre de cet engagement renforcé en faveur de la CSST et du plan de décentralisation du FIDA, trois bureaux de pays (Addis-Abeba, Beijing et Brasilia) ont été choisis pour devenir des "centres de savoir et de CSST". Ces centres contribueront à l'engagement du FIDA dans la CSST en faveur du développement rural, en favorisant la coopération technique et financière entre les pays en développement et en soutenant la diffusion et l'adoption d'innovations et solutions de développement rural.
5. La présente note a pour objet de présenter au Conseil d'administration plusieurs grandes activités de CSST entreprises en 2017 au niveau de l'institution. Cette liste n'a vocation ni à être exhaustive ni à exposer en détail les activités de CSST menées dans le cadre des opérations du FIDA.

II. Activités principales

6. Intégration de la question de la CSST aux programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP). L'intégration de la question de la CSST dans 50% des nouveaux COSOP fait partie des engagements pris dans le cadre de FIDA10. À cette fin, en 2017, le FIDA a mené deux missions relatives à la CSST, l'une en République dominicaine et l'autre au Mozambique. Une troisième mission devait se dérouler en Arménie, mais elle a été repoussée à 2018 en raison du rééchelonnement du COSOP. Ces missions se sont traduites par la mise au point de composantes claires et d'une stratégie structurée pour les partenariats CSST dans chaque pays, qui seront intégrés aux COSOP. En coopération avec le Département gestion des programmes (PMD), trois nouvelles missions seront organisées en 2018 dans des pays qui élaborent de nouveaux COSOP.
7. Publications communes sur la CSST. En coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le FIDA a publié un document sur la CSST, intitulé SSTC: Highlights from IFAD's Portfolio¹. Ce document présente différentes activités de CSST que le FIDA a menées depuis 2006 pour favoriser un développement rural inclusif et durable, mais aussi pour progresser vers les objectifs de développement durable (ODD). Il comporte deux sections: l'une regroupe les données régionales et décrit les grandes tendances du portefeuille, et l'autre présente 12 études de cas consacrées à des CSST novatrices. Cette publication illustre le fait qu'au fil des ans, le FIDA a réservé une place de plus en plus large à la CSST et qu'à l'avenir, ces efforts devront être plus systématiques et plus analytiques. Des critères institutionnels doivent être établis pour répertorier les actions de CSST dans le portefeuille du FIDA. S'il veut atteindre son ambition de faire plus et mieux, le Fonds devra également coopérer davantage avec les autres organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome (OSR).
8. Célébration de la Journée des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. Le 12 septembre 2017, en coopération avec la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM), le FIDA a organisé, un événement pour célébrer la Journée des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. La manifestation avait pour objectifs principaux: i) de revenir sur les expériences tirées des programmes de pays du FIDA qui ont permis de promouvoir l'investissement dans les pays du monde du Sud; ii) de mettre en vedette des exemples de partenariats importants de CSST que le FIDA a intégrés à ses opérations; iii) d'expliquer comment le FIDA entend renforcer la CSST dans FIDA11; iv) d'aborder le rôle de la CSST en tant que modalité de mise en œuvre favorisant l'emploi des jeunes ruraux.
9. La Journée de coopération Sud-Sud était une première pour les OSR. Plus de cent personnes étaient présentes, les États membres du FIDA étant fortement représentés. Cet événement a illustré le fait qu'il est essentiel que les OSR continuent de travailler ensemble, en fonction de leurs avantages comparatifs respectifs, afin de défendre la CSST dans l'agriculture, et de démontrer qu'il faut mettre au point des bases de données plus efficaces pour recenser les CSST et diffuser des informations à son sujet. La FAO a proposé que les trois OSR organisent à tour de rôle des événements similaires et offert de s'occuper d'un tel événement en 2018.
10. Conférence internationale sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. Intitulée "Les innovations dans les pays du monde du Sud, vecteurs de transformation rurale", une conférence internationale sur la CSST s'est tenue à Brasilia (Brésil) les 20 et 21 novembre 2017. Elle était coorganisée par le FIDA et le Gouvernement du Brésil, en partenariat avec la FAO, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et la Coalition internationale pour l'accès à la terre. Les objectifs de la conférence étaient les suivants: i) répertorier et étudier les

¹ <https://www.ifad.org/documents/10180/ab2e121a-8400-42e9-b423-dd6843fc769d>.

solutions innovantes consacrées à la production et productivité agricoles, promouvoir l'investissement et les technologies de l'information et de la communication inclusives, avec un accent plus marqué sur la jeunesse rurale et les femmes, et ii) aborder les possibilités de partenariat et de coopération. Cet événement s'inscrivait dans le cadre de la préparation du quarantième anniversaire du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement (BAPA+40), qui sera célébré en 2018.

11. Plus de 350 personnes ont assisté à la conférence, dont plus de 80 représentants issus des 70 missions diplomatiques installées à Brasilia et des participants de toutes les régions du monde représentant notamment les États, les organisations internationales, les praticiens du développement, les universités et organismes de recherche, les centres de réflexion, la société civile et le secteur privé. L'événement proposait deux sessions ministérielles de haut niveau, où 12 ministres de pays en développement ont pris la parole. Trois séances thématiques ont également eu lieu, avec plus de 25 intervenants issus de toutes les régions où le FIDA est présent et représentant des organisations internationales, la société civile, des États, le secteur privé et le Fonds.
12. Le texte principal issu de la Conférence sur la CSST est la Déclaration et Programme d'action de Brasilia (voir annexe), une déclaration d'intention qui affirme que les participants à la conférence sont déterminés à œuvrer de concert pour faire progresser le programme de CSST dans le sens des ambitions de BAPA+40 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les auteurs de la déclaration engagent les États membres, le FIDA et les OSR à en faire plus en matière de CSST dans les domaines de l'agriculture, du développement rural, de la transformation rurale inclusive et du développement durable. La déclaration comporte également des mécanismes de suivi particuliers visant à transformer les principes et appels à l'action en programme d'action concret. Après consultation des États membres du FIDA, la déclaration a été adoptée par acclamation. Les participants à la conférence ont également eu l'occasion d'échanger points de vues et commentaires, qui ont tous été pris en compte dans la rédaction de la déclaration.
13. Pendant la conférence, une lettre d'intention entre le FIDA et le Brésil (voir appendice) a été signée par le Président du FIDA et le Directeur de l'Agence brésilienne de coopération. Cette lettre détaille les domaines prioritaires de coopération technique et d'échange de savoirs entre le FIDA et le Brésil pour les quatre prochaines années.
14. Portail sur les solutions rurales. Un nouveau portail Web, en cours de finalisation, présentera des solutions de développement rural issues du portefeuille du FIDA et de ceux d'autres partenaires². Il devrait favoriser l'adoption de solutions rurales présentées dans des projets particuliers, mais utilisables dans d'autres contextes de développement. Les représentants des organisations internationales, de la société civile, des institutions nationales et d'autres organisations, ainsi que les chargés de programmes de pays du FIDA, auront accès à ce portail, référence en matière d'innovations rurales et de solutions de développement applicables à leur propre contexte. Pendant la phase initiale de déploiement, le portail proposera uniquement des solutions du FIDA, puis il sera enrichi des solutions rurales des partenaires à partir de 2018.
15. Atelier CSST FIDA-Chine / Forum Investir en Afrique. Le FIDA a continué de soutenir deux plateformes mondiales majeures consacrées aux CSST. La première d'entre elles est l'Atelier annuel de coopération Sud-Sud organisé par le ministère chinois des finances, qui s'est tenu à Beijing du 29 août au 3 septembre. Parrainé conjointement par le FIDA et la Banque mondiale, l'atelier était coorganisé par le

² Le portail sera disponible à l'adresse suivante: www.ruralsolutionsportal.org.

Centre international chinois de réduction de la pauvreté. Par ailleurs, le FIDA a soutenu le Forum Investir en Afrique, événement annuel de haut niveau qui s'est tenu au Sénégal du 25 au 27 septembre 2017, dont il a contribué à élaborer le contenu et auquel il a participé.

16. Compte tenu de l'importance croissante accordée à la CSST et du rôle que le FIDA peut jouer pour favoriser les partenariats internationaux axés sur la mobilisation des investissements et des ressources financières dans les pays en développement (notamment avec la Chine), la participation du Fonds à de tels événements est essentielle.
17. Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud. Organisée chaque année par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud réunit des participants issus de nombreuses organisations et de toutes les régions du monde. Le FIDA a participé à l'édition 2017 de l'Exposition, qui s'est déroulée à Antalya (Turquie) du 27 au 30 novembre. Pendant l'Exposition, le FIDA a participé à une discussion consacrée aux technologies de l'information et de la communication pour le développement et à un autre événement, organisé avec les OSR et portant sur la sécurité alimentaire, la CSST et l'objectif de développement durable 2.

III. Conclusions et marche à suivre

18. En 2017, le FIDA a beaucoup fait pour créer un environnement favorable à la CSST et lui donner plus de place parmi ses activités. Le Département de la stratégie et des savoirs et le Département gestion des programmes ont travaillé en étroite collaboration pour comprendre comment traduire les engagements en faveur de la CSST en actions concrètes. L'une des nombreuses leçons tirées de ce dialogue est la suivante: le FIDA doit mettre en place un processus de validation CSST au niveau institutionnel afin d'apporter plus de transparence, de cohérence et de crédibilité à ce sujet dans ses portefeuilles. Pour ce faire, le Fonds doit posséder des critères clairs lui permettant de hiérarchiser et valoriser les opérations de CSST, mais aussi de suivre l'adoption des innovations et les résultats obtenus.
19. Le futur mécanisme relatif à la CSST du FIDA sera un élément central de la manière dont le FIDA aborde ce sujet. Conceptualisé en 2017, il devrait être mis en œuvre en 2018. Son rôle sera de porter, coordonner, soutenir, étoffer, suivre et analyser les activités du Fonds en matière de CSST, aussi bien au siège que sur le terrain. Il aura pour objectif de mobiliser les connaissances, les compétences et les ressources des pays du monde du Sud afin d'accélérer la réduction de la pauvreté rurale, d'améliorer la productivité rurale, de favoriser la transformation du monde rural et de promouvoir l'investissement au sein des pays en développement. Il sera financé par une enveloppe de 5 millions d'USD annoncée par la Chine en 2015; d'autres contributions devraient suivre.
20. Par la suite, et pour renforcer son rôle de facilitateur de la CSST, le Fonds:
 - formalisera l'établissement de rapports et le suivi des activités de CSST dans ses prêts et dons;
 - s'emploiera à renforcer, de manière stratégique, l'intégration de la CSST aux programmes de pays en expliquant à tous l'approche du FIDA à l'égard de la CSST au niveau des pays et en faisant participer les équipes de pays du Fonds aux comités de pilotage des activités de CSST financées par des dons et à la conception des COSOP;
 - renforcera son rôle de médiateur en intégrant pleinement la CSST à sa future Stratégie de gestion des savoirs;
 - mettra en place de nouveaux partenariats innovants et inclusifs avec les OSR, les États membres et d'autres entités, au niveau de l'institution et des pays, pour faciliter son ambition de faire mieux et plus en matière de CSST.

Déclaration et Programme d'action de Brasilia

adoptée à l'occasion de la
Conférence internationale sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire
intitulée "Les innovations dans les pays du monde du Sud,
vecteurs de transformation rurale"
qui s'est tenue à Brasilia les 20 et 21 novembre 2017

I. Introduction

1. La Conférence internationale sur la Coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire (ci-après dénommée «la Conférence»), intitulée «Les innovations dans les pays du monde du Sud, vecteurs de transformation rurale», qui s'est tenue à Brasilia (Brésil) les 20 et 21 novembre 2017, a rassemblé de nombreux participants de haut niveau représentant les États, les universités, la société civile et les organisations non gouvernementales, le secteur privé, les partenaires de développement et le système des Nations Unies. Défendant les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) et les objectifs de développement durable (ODD), elle a permis de répertorier et étudier des solutions novatrices pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire (ci-après, la CSST) en matière de développement agricole et rural, mais aussi d'envisager des possibilités de partenariats et de coopération entre pays du "monde du Sud".
2. La Conférence s'est concentrée sur cinq sujets particulièrement pertinents pour la CSST, à savoir:
 - I. Renforcer la contribution de la CSST au Programme de développement durable;
 - II. Faire de la CSST un outil de développement pour une transformation inclusive et durable du monde rural;
 - III. Augmenter la production, la productivité et la transformation agricoles de manière durable et réduire le gaspillage alimentaire afin d'améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et les revenus;
 - IV. Soutenir la promotion des investissements entre pays en développement à l'appui de l'agriculture paysanne et du développement rural;
 - V. Utiliser les technologies de l'information et de la communication pour favoriser le développement agricole et rural, en mettant particulièrement l'accent sur la jeunesse rurale et les femmes.
3. Les participants à la Conférence ont chaleureusement remercié les autorités brésiliennes et les Brésiliens de leur hospitalité, le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et la Coalition internationale pour l'accès à la terre de leurs contributions importantes, ainsi que les pouvoirs publics des différentes régions de leurs précieuses remarques.

II. Préambule

4. La Conférence de Brasilia:

Préoccupée par la persistance de la pauvreté dans les zones rurales et urbaines, le manque de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et le chômage des jeunes dans de nombreuses parties du monde en développement, ainsi que par le fait qu'il faut se hâter d'investir dans une transformation inclusive et durable des zones rurales

intégrant de manière équilibrée les trois dimensions du développement durable (c'est-à-dire une croissance économique soutenue, inclusive et durable), l'inclusion sociale et la protection de l'environnement,

Se félicitant de la montée en puissance politique et économique des pays émergents et de l'avènement d'un monde multipolaire qui recèle un potentiel inexploité d'amplification des échanges de savoirs, des ressources et des solutions, mais aussi d'essor des échanges et des investissements entre pays du monde du Sud,

Réaffirmant les principes, valeurs et objectifs fondamentaux du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement (BAPA), qui célébrera son 40^e anniversaire en 2018 (BAPA+40),

Saluant les résultats de la IV^e Conférence mondiale sur l'élimination durable du travail des enfants, qui s'est tenue à Buenos Aires du 14 au 16 novembre 2017 et s'est engagée à éliminer le travail des enfants et le travail forcé, à mettre fin à toutes les formes d'esclavage moderne et de traite des êtres humains, à garantir un emploi décent à tous, hommes et les femmes, jeunes y compris, et à renforcer les engagements internationaux concernant la réalisation de la cible 8.7 de l'objectif de développement durable 8,

Prenant acte de la Déclaration ministérielle³ adoptée à la 41^e réunion annuelle du G77 et de la Chine (en septembre 2017), qui: i) a lancé un appel en faveur de l'accroissement de l'appui international et du renforcement ciblé des capacités, mais aussi de la défense d'un système d'échanges multilatéraux non discriminatoire et fondé sur des règles afin de favoriser la mise en place du Programme 2030, ii) a rappelé qu'il fallait susciter la diversification économique, a réaffirmé la pertinence du commerce régional et a indiqué qu'il fallait soutenir les micro, petites et moyennes entreprises et coopératives tout au long des chaînes de valorisation, notamment les entreprises et activités de l'économie sociale et solidaire présentes dans les secteurs formels et informels, et iii) a rappelé que, compte tenu de leurs vulnérabilités spécifiques, les petits États insulaires en développement restaient un "cas à part" en matière de développement durable,

Reconnaissant les vulnérabilités propres aux petits États insulaires en développement en matière de lutte contre la faim et la pauvreté et d'adaptation aux conséquences des changements climatiques sur la sécurité alimentaire,

Convaincue de l'importance décisive de la CSST s'agissant de lutter contre la faim et la pauvreté, de réaliser le Programme 2030 et de mettre en place le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement,

Rappelant qu'en raison des similitudes naturelles, sociologiques et climatiques existant entre les pays du monde du Sud, la CSST est particulièrement pertinente pour le développement rural et agricole,

Consciente des avantages qu'offre la coopération triangulaire, qui permet de créer des synergies entre pays du Nord et pays du monde du Sud, mais aussi de la nécessité de garantir son efficacité en aidant les pays en développement à se l'approprier pleinement et en minimisant les coûts des transactions,

Reconnaissant le rôle majeur que jouent la société civile et les organisations non gouvernementales dans l'innovation destinée à résoudre les difficultés du développement rural et dans le partage effectif des savoirs et expériences par le biais de la coopération triangulaire, Prenant en compte le rôle de la CSST pour contribuer à offrir un travail décent dans les zones rurales, Prenant acte de l'avantage comparatif unique dont dispose le FIDA pour intégrer la CSST au

³ <http://www.g77.org/doc/Declaration2017.htm>.

développement agricole et rural, notamment grâce aux échanges de savoirs et d'expérience, et à la promotion des liaisons inter-entreprises et de l'investissement,

Soulignant qu'il est important de mettre en œuvre des mesures destinées à supprimer les barrières et à renforcer l'accès aux débouchés afin que les personnes d'origine asiatique ou africaine, les communautés locales, les populations autochtones et les personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses ou linguistiques puissent participer de manière plus large et plus significative à la vie rurale,

Tenant compte des mandats complémentaires mais distincts des organismes ayant leur siège à Rome (OSR) – FAO, FIDA et Programme alimentaire mondial (PAM) – dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture et d'un développement rural porteur de transformation,

Reconnaissant que la CSST vient compléter la coopération Nord-Sud traditionnelle mais sans la remplacer,

5. Adopte, le 21 novembre 2017, la présente Déclaration et Programme d'action et appelle l'ensemble des États, les organismes des Nations Unies qui s'occupent du développement et la communauté internationale au sens le plus large (partenaires de développement, société civile, organisations non gouvernementales, secteur privé et universités notamment) à prendre des mesures concrètes pour sa mise en œuvre.

III. Programme d'action

6. La Conférence appelle:

6.1. Tous les Gouvernements des pays du monde du Sud à:

- Renforcer considérablement leur coopération technique et leur assistance mutuelle dans les domaines du régime foncier, de l'agriculture, du développement rural, de la transformation rurale inclusive et du développement rural;
- Partager et échanger des innovations et des solutions de développement agricole et rural, notamment des technologies de l'information et de la communication (TIC) pertinentes pour l'agriculture;
- Renforcer les investissements mutuels dans l'agriculture, le développement rural et la transformation rurale inclusive, tout en tenant compte des aspects relatifs à l'égalité hommes-femmes dans les investissements, politiques et programmes agricoles, conformément aux Recommandations politiques relatives à la problématique hommes-femmes, la sécurité alimentaire et la nutrition⁴ du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et aux Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers⁵ du CSA;
- Établir des partenariats opérationnels multidimensionnels dans les domaines de l'agriculture et du développement rural, notamment par le biais d'accords avec les organisations régionales et les commissions économiques régionales;
- Encourager et faciliter les engagements multipartites, et reconnaître le rôle essentiel qu'ils jouent dans la mise en œuvre et le suivi inclusifs des programmes et politiques;

⁴ <http://www.fao.org/3/a-av040e.pdf>

⁵ http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1112/VG/VG_Final_FR_May_2012.pdf

- Élaborer et défendre des positions communes dans les enceintes régionales et internationales qui s'occupent d'agriculture et de développement rural.

6.2. Tous les Gouvernements des pays du Nord à:

- Continuer d'apporter une aide au développement aux pouvoirs publics et organisations de la société civile des pays du monde du Sud;
- Soutenir la coopération Sud-Sud entre pays en développement par le biais de dispositifs triangulaires (techniques ou financiers)

6.3. Le FIDA, en tant qu'institution financière internationale et organisme spécialisé des Nations Unies, par le biais de ses organes directeurs, à:

- Conclure, d'ici à la fin 2018, au moins deux partenariats stratégiques avec des pays du monde du Sud désireux d'investir ou de communiquer leur expérience de développement à d'autres pays du monde du Sud dans lesquels le FIDA est présent, l'objectif étant de promouvoir les activités de CSST;
- Créer un mécanisme de CSST ad hoc, reposant sur le financement volontaire et doté des fonctions suivantes:
 - Promotion de l'échange de savoirs Sud-Sud dans les domaines relevant du mandat du FIDA, notamment avec le secteur privé;
 - Intégration de la CSST aux opérations d'investissement appuyées par le FIDA;
 - Soutien aux partenariats opérationnels de CSST entre le FIDA et les États membres;
 - Mise en avant des investissements et des liaisons inter-entreprises Sud-Sud comme moyen de favoriser la transformation industrielle des filières agricoles, avec la participation pleine et inclusive des communautés rurales.
- Créer ou renforcer des partenariats avec les organismes des Nations Unies, les institutions financières internationales, les partenaires bilatéraux, les organisations de la société civile et autres entités pertinentes afin de promouvoir la place de la CSST dans l'agriculture et le développement agricole.
- Agir, par le biais d'activités de prêts et de dons, comme un intermédiaire facilitant les dispositifs de CSST dans les domaines de l'agriculture, du développement rural et de la transformation rurale inclusive, en défendant notamment la coopération technique fondée sur le savoir, l'échange de connaissances entre pairs, le partage de bonnes pratiques, de technologies et de savoir-faire pour améliorer la productivité agricole et réduire la dégradation des terres;
- Intégrer des éléments de CSST aux nouveaux projets en cours d'élaboration en prenant pour base les bonnes pratiques observées dans les pays du monde du Sud;
- Participer activement au processus BAPA+40.

6.4. Les organismes ayant leur siège à Rome à :

- Mettre à profit la complémentarité de leurs mandats pour promouvoir collectivement le développement rural et agricole par le biais de la CSST;
- Mettre au point des initiatives de CSST avec les pays du monde du Sud en s'appuyant, le cas échéant, sur les partenaires de développement des pays du Nord;
- Organiser conjointement un événement spécial, ouvert à tous les États membres et principaux partenaires des organisations, pour célébrer, le 12 septembre, la Journée des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud;
- Promouvoir le dialogue inter-institutions afin de concevoir des activités de CSST communes sur les projets de développement menés par les trois organismes ayant leur siège à Rome;
- Harmoniser et relier les systèmes d'échange d'informations des organismes ayant leur siège à Rome sur la CSST;
- Élaborer et défendre des positions communes dans les enceintes internationales portant sur la CSST dans l'agriculture et le développement rural.

IV. Mécanisme de suivi

7. La présente Conférence engage:

- 7.1. Le FIDA, agissant en collaboration et concertation étroites avec l'ensemble des participants à la Conférence, à traduire le Programme d'action susmentionné en plan opérationnel pour la période 2018-2020, plan qui sera assorti de cibles mesurables, d'indicateurs, d'un calendrier et de prescriptions financières;
- 7.2. Le FIDA à élaborer, compte tenu des rapports de pays, des rapports bisannuels détaillant les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme d'action susmentionné qui seront présentés au Conseil d'administration du FIDA, pour information;
- 7.3. Le FIDA et les OSR à organiser une réunion conjointe sur la CSST en 2018 dans le cadre du processus BAPA+40;
- 7.4. Le FIDA et un pays du monde du Sud à organiser, en 2022, une deuxième conférence internationale de la CSST où il sera pris acte des progrès réalisés depuis la réunion de 2017 tenue à Brasilia.

Letter of Intent

between

the Government of the Federative Republic of Brazil

and

the International Fund for Agricultural Development

on

Trilateral South-South Cooperation

This Letter of Intent (hereinafter referred to as "LOI") is entered into between the Government of the Federative Republic of Brazil, through the Brazilian Agency for Cooperation (hereinafter referred to as "ABC"), and the International Fund for Agricultural Development (hereinafter referred to as "IFAD"), together referred to as the "Participants";

Acknowledging that the Government of the Federative Republic of Brazil and IFAD have a long-standing partnership in promoting sustainable and inclusive rural transformation;

Considering the Standard Agreement on Technical Cooperation between the Government of the Federative Republic of Brazil and the United Nations Specialized Agencies, the International Atomic Energy Agency and the Universal Postal Union, signed on 29 December 1964 and enacted into law in Brazil through decree n° 59.308 of 23 September 1966;

Also considering the IFAD Strategic Framework 2016-2025, IFAD's South-South and Triangular Cooperation Strategy (2015) and IFAD's Country Strategic Opportunities Programme for Brazil (2016-2021);

Appreciating the significant role the Participants can jointly play in building capacities in developing countries to achieve the Sustainable Development Goals (SDGs) set by the 2030 Agenda;

Recognizing IFAD's pivotal role in contributing to the eradication of rural poverty through enabling inclusive and sustainable rural transformation;

Also recognizing the role of ABC in providing technical cooperation to promoting capacity building in developing countries, through the sharing of knowledge and experience available in Brazilian institutions, and based on the principles of South-South Cooperation, as defined in the Report of the High-level United Nations Conference on South-South Cooperation, held in Nairobi, Kenya, on 1-3 December 2009;

Taking into account the respective mandates and strategic objectives;

NOW, THEREFORE, the Participants declare the following intentions:

1. The Participants intend to reinforce areas of joint action to help improve the lives of poor people in developing countries.
2. Consistent with their respective goals, mandates, policies and rules, the Participants intend to use Trilateral South-South Cooperation, also known as South-South and Triangular Cooperation, as a vehicle for enhancing agricultural production and productivity, capacity development, value addition and access to markets, food security and incomes of rural poor people in developing countries.
3. The Participants endeavor to seek opportunities for mutual technical cooperation, with a view to enhancing government and non-government institutions' capacity to design, implement and evaluate rural development policies and programmes.
4. The activities and their expected results to operationalize this LOI, including monitoring and evaluation arrangements, will be identified and listed in an action plan, developed and agreed jointly by ABC and IFAD.
5. The areas of action, as outlined in this LOI, will be carried out for a period of four (4) years from January 2018 till December 2021, which also represents the end of IFAD's 11th Replenishment period. The LOI will be automatically renewed for similar periods unless one of the Participants notifies the other Party in writing of its desire to terminate it six (6) months in advance.

6. The LOI may be modified by mutual consent expressed in writing by duly authorized representatives of the Participants.

7. The Participants intend to implement joint activities, including but not limited to:

- a. Needs assessment and stock-taking analysis: ABC and IFAD intend to jointly conduct a needs assessment and stock-taking analysis, with a diagnostic of the country or countries jointly identified, based on the country or countries' demand, as a first step in developing a specific and tailored programme of work.
- b. Training activities: ABC and IFAD intend to jointly organize a number of technical training activities, to be carried out in Brazil or in partner countries jointly identified, with a view to furthering inclusive and sustainable rural transformation. The content of such training activities will be jointly defined by ABC, IFAD and the requesting country or countries through the above-mentioned needs assessment and stock-taking analysis. The training activities will be coordinated by ABC, and delivered by reputed Brazilian technical institutions – such as ministries, foundations, universities, etc. – with the required expertise, experience and track record. Special attention will be devoted to targeting the rural youth and women under this track.
- c. Knowledge Sharing: The Participants intend to:
 - (i) facilitate exchange visits of project staff, farmers' organizations, government officials and others working in smallholder agriculture and rural development, from and to Brazil, and other jointly identified developing countries. The purpose of such exchange visits is to facilitate sharing of innovative solutions and knowledge on successful approaches to smallholder agriculture and rural development;
 - (ii) jointly organize knowledge sharing events at the country, regional and global levels on topics of mutual interest, within the broader context of Agenda 2030 and the SDGs;
 - (iii) identify representatives from Brazil and IFAD and other developing countries to participate – as speakers and/or participants – in relevant workshops and conferences organized by Brazil and IFAD, respectively, with the aim of sharing lessons and good practices, as well as for networking and identifying opportunities for development cooperation; and
 - (iv) develop joint knowledge products and publications on selected topics of mutual interest, as their collective contribution to the international debate on rural poverty reduction, by investing in smallholder agriculture and rural development.
- d. Technical missions and visits: The Participants intend to organize technical missions to Brazil, for personnel from identified developing countries where IFAD operates. Such missions will be organized to promote dialogue with technical specialists and high-level officials in the Brazilian Government and will consist of meetings with Government representatives and field visits in project areas.
- e. Assistance in the design, implementation and monitoring and evaluation of projects, policies and programmes: The Participants, together with relevant Brazilian institutions, intend to provide assistance to developing countries' government institutions for the design, revision, implementation, monitoring and evaluation of policies, strategies and programmes in specific technical areas jointly agreed upon. This includes identifying and deploying Brazilian experts in IFAD missions, as well as peer reviewing programme/project documents.
- f. Any other modality which may be agreed upon by ABC and IFAD.

8. Any commitment with regard to any funding on the part of the Participants will be reflected in agreements that may be entered into by the Participants, subject to their respective policies and procedures.

9. The Participants acknowledge and recognize that this LOI is not intended to be legally binding and that the understanding set forth herein do not and shall not constitute or create any obligations on the Participants.

10. The Participants designate the following person or office to serve as liaison for implementing this LOI.

For ABC:
General-Coordinator of Trilateral South-South Cooperation with International Organizations

For IFAD:
Director of the Global Engagement,
Knowledge and Strategy Division

11. The Participants endeavor to regularly consult with each other on key issues as well as progress or problems encountered in the implementation of this LOI. Progress towards achieving the objectives and undertaking activities included in this LOI will be reviewed on an annual basis, following modalities agreed upon by both ABC and IFAD.

Signed in Brasilia, on 20 November 2017, in two originals, in the Portuguese and English languages. In case of any divergence, the English version will prevail.

For the Government of the Federative
Republic of Brazil

For the International Fund for
Agricultural Development

Ambassador João Almino

Gilbert F. Hougbo

Director of the Brazilian Agency of
Cooperation

President